

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/12030
31 mars 1976
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Bénin, Guyane, Panama, République arabe libyenne, République-Unie
de Tanzanie et Roumanie : projet de résolution

Le Conseil de sécurité,

Ayant examiné la lettre adressée par le représentant permanent du Kenya au nom du Groupe des Etats d'Afrique à l'Organisation des Nations Unies (S/12007),

Ayant entendu la déclaration du représentant de la République populaire d'Angola,

Rappelant le principe selon lequel aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce soit, dans les affaires intérieures ou extérieures de tout autre Etat,

Rappelant également le droit naturel et légitime de chaque Etat, dans l'exercice de sa souveraineté, de demander l'assistance de tout autre Etat ou groupe d'Etats,

Tenant compte de ce que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

Profondément préoccupé par les actes d'agression commis par l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola et par la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de ce pays,

Condamnant l'utilisation par l'Afrique du Sud du Territoire international de la Namibie pour monter cette agression,

Profondément préoccupé aussi par les dommages et les destructions causés par les forces d'invasion sud-africaines en Angola et par leur saisie d'équipement et de matériels angolais,

Notant la lettre du représentant permanent de l'Afrique du Sud concernant le retrait des troupes sud-africaines (S/12026),

1. Condamne l'agression de l'Afrique du Sud contre la République populaire d'Angola;
 2. Exige que l'Afrique du Sud respecte scrupuleusement l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola;
 3. Exige également que l'Afrique du Sud s'abstienne d'utiliser le Territoire international de la Namibie pour monter des actes de provocation ou d'agression contre la République populaire d'Angola ou tout autre Etat africain voisin;
 4. Demande au Gouvernement sud-africain de faire droit aux demandes légitimes de la République populaire d'Angola tendant à l'indemnisation intégrale de cet Etat pour les dommages et les destructions qui lui ont été infligés et à la restitution de l'équipement et des matériels que les forces d'invasion ont saisis;
 5. Prie le Secrétaire général de suivre l'application de la présente résolution.
-